

Nous savons par expérience que, sauf sursaut, l'expression des rivalités personnelles qui domine le fonctionnement du Parti Socialiste va malheureusement se poursuivre et s'amplifier jusqu'à la désignation de notre candidat(e) à l'élection présidentielle, les 16 et 23 novembre. Aucune des règles envisagées en interne ne permettra d'arrêter le jeu mortel des petites phrases assassines lancées dans les médias. Aucune ne ramènera le débat à la hauteur nécessaire, celle des enjeux de société à la veille de l'échéance cruciale de 2007.

Ce spectacle affligeant choque tous les Français. Il désespère plus particulièrement l'ensemble des électeurs de gauche qui voient dans l'élection présidentielle non seulement l'occasion d'une alternance politique, mais surtout la perspective d'une amélioration de leurs conditions de vie, si fortement dégradées depuis 2002. Notre irresponsabilité collective les afflige quand nous proclamons à La Rochelle, la main sur le cœur, que nous avons un « devoir de victoire » tout en laissant s'exacerber les divisions internes.

A défaut d'un sursaut immédiat, le (ou la) candidat(e) socialiste à l'élection présidentielle sortira terriblement affaibli(e) du processus de désignation et ses chances de succès seront gravement compromises face à une droite qui se prépare à nourrir son discours de notre inconséquence. Dans une telle situation, attendre est la pire des solutions. Refuser de s'engager, c'est alimenter la confusion. L'heure est venue de prendre position.

Nous considérons, contrairement à ses détracteurs, que le mouvement de popularité dont bénéficie Ségolène Royal n'est pas conjoncturel, artificiel, fabriqué par le jeu conjugué des médias et des instituts d'opinion. Bien sûr, nous ne prenons pas pour argent comptant les prévisions de victoire des sondages dont nous n'ignorons pas qu'ils se sont souvent trompés dans le passé en de telles circonstances. Surtout, nous savons que, même si une majorité de Français rejette la politique de la droite, l'issue du combat n'est nullement acquise face à Nicolas Sarkozy qui ne reculera devant aucun coup bas et usera pour l'emporter de la puissance de tous ses réseaux médiatiques et financiers.

Cependant, il apparaît désormais évident que Ségolène Royal est la seule candidate socialiste à la présidentielle capable d'incarner le renouveau politique que les Français appellent impatiemment de leurs vœux.

Le renouvellement des pratiques comme des dirigeants politiques est une des clés du scrutin de 2007. Nous avons créé le Nouveau Parti Socialiste en réaction au terrible choc du 21 avril 2002 que nous avons expliqué, sans minimiser d'indéniables succès économiques, par les manques du bilan du gouvernement Jospin en matière sociale ainsi que par la crise profonde de notre démocratie. Certes, avec la dure politique libérale menée depuis bientôt cinq ans, la confusion entre la droite et la gauche a disparu, mais pas la distance entre les citoyens et leurs représentants, la méfiance à l'égard des promesses sans lendemain, le rejet de gouvernants présumés peu sensibles au vécu quotidien de leurs concitoyens. Renouer avec les couches populaires reste la priorité des socialistes. Comment convaincre que nous avons tiré toutes les leçons de nos dernières années au pouvoir si nous choisissons pour nous représenter le premier ministre de l'époque ou l'un de ses deux ministres des finances ?

En vérité, ce serait une faute lourde, incompréhensible et impardonnable pour nos concitoyens que de chercher à empêcher Ségolène Royal de conduire notre combat commun en 2007. Voilà pourquoi, convaincus de la nécessité de proposer une ligne de responsabilité, de débat et d'unité, nous appelons aujourd'hui l'ensemble des militants socialistes, mais tout particulièrement ceux de notre courant, le NPS, à s'engager en faveur de Ségolène Royal. Nous le faisons dans le respect des positions de chacune et de chacun, dont nous aurons à débattre lors de notre Assemblée de rentrée à Saint-Nazaire à compter du 22 septembre.

Nous n'inscrivons pas notre démarche dans une logique tactique ou personnelle. Nous voulons avant tout que le Nouveau Parti Socialiste, le plus jeune et déjà le plus puissant courant du PS, contribue à la victoire de la gauche l'année prochaine et, au-delà, continue à promouvoir les valeurs de renouveau qui fondent son identité.

Par notre force militante, nous avons réussi au Congrès du Mans, en novembre 2005, à provoquer la synthèse et à infléchir fortement les orientations politiques du PS. Par la suite, en participant à la direction nationale, nous avons pu peser de tout notre poids sur la construction du projet pour la présidentielle qui, sur tous les grands enjeux, s'est rapproché de nos positions.

Aujourd'hui, nous voulons que le NPS soit représenté au sein du comité de campagne de Ségolène Royal afin d'y porter les thèmes qui sont les nôtres : un nouveau compromis entre le capital et le travail, une plus juste redistribution des revenus et des patrimoines, une plus grande place pour la jeunesse, l'intégration systématique de l'exigence écologique, le renouveau de la démocratie politique et sociale, la nécessaire clarification de l'engagement européen de la France, le combat pour une autre mondialisation. La lutte contre la désagrégation sociale passe par le refus de toutes les précarités et une action systématique et prioritaire de réduction des inégalités comme de refus des discriminations. Mais elle suppose aussi de mener une bataille idéologique et culturelle, la bataille des valeurs, contre une droite qui conjugue règne absolu du marché, politique sécuritaire et communautarisme. Nous voulons restaurer l'esprit public et l'ordre républicain autour d'une laïcité engagée, militante, positive.

Nous sommes parfaitement conscients de l'enjeu qui dépasse nos sorts personnels, de l'urgence aussi de retrouver la maîtrise de notre fonctionnement interne pour nous consacrer à l'essentiel : rassembler la gauche et convaincre les Français. C'est pourquoi nous prenons en responsabilité cette décision collective en souhaitant ardemment qu'elle aide un grand nombre de nos camarades à se forger leur opinion et à murir leur choix.

Pascal Terrasse, député de l'Ardèche, Président du conseil général, secrétaire national du PS,
Jean Pierre Masseret, sénateur, Président du conseil régional de Lorraine.

Yves Dodigny, Président du conseil général de l'Aisne

David Assouline, sénateur de Paris, secrétaire national du PS.

Jacques Bascou, député de l'Aude, membre du bureau national du PS.

Jean Pierre Blazy, député du Val d'Oise.(sous réserve)

Michel Françaix, maire de Chambly, député de l'Oise.

Geneviève Gaillard, députée des Deux-Sèvres.

Jean Gaubert, Député des Cotes d'Armor
Guy Bono, député européen, vice président de PACA.(sous réserve)
Béatrice Patrie, députée européen
Christian Martin, conseiller régional de PACA, secrétaire national du PS.
Gilbert Roger, Maire de Bondy, premier vice-président du conseil général de la Seine Saint-Denis, membre du bureau national.
Jean-Jacques Thomas, Maire d'Hirson, premier secrétaire fédéral de l'Aisne, membre du bureau national du PS.
Jean Guérard, Vice Président du Conseil régional d'Aquitaine, premier secrétaire fédéral du Lot et Garonne, membre du bureau national du PS.
Eric Andrieu, Vice-président du Conseil régional de Languedoc-Roussillon, premier secrétaire fédéral de l'Aude
Hervé Saulignac, Vice président de la région Rhône-Alpes, premier secrétaire fédéral de l'Ardèche
Colette Michaux, Vice-Présidente du Conseil régional de Picardie.
Dominique Jourdain, maire de Château-Thierry, Président des éco-maires
Alexandre Médvedowski, Vice-président du conseil général des BDR, membre des instances nationales
Jean Karl Deschamps, Vice-Président du Conseil régional de Basse Normandie.
Lucile Schmid, Conseillère régionale d'Ile de France, Responsable national du PS, membre des instances nationales.
Eliette Crozet, conseillère régionale Rhone Alpes, membre des instances nationales
Jacques Rigaudiat, Responsable national du PS
Pascal Bonnetain, Responsable national du PS
Christine Priotto, Conseillère générale de la Drôme
Michel Teychené, Responsable national du PS
Thierry Troël, conseiller régional de Bretagne
Catherine Veysie, Conseillère régionale d'Aquitaine
Alain Bentaha, Conseiller régional des Pays de Loire
Philippe Grosvallet, Vice Président Conseil général de Loire Atlantique, membre du conseil national.
Suzanne Coulet, membre des instances nationales
Jean Baptiste Roger, mandataire Yvelines, membre des instances nationales
Jean-Luc Sallabery, membre des instances nationales, mandataire Gironde.
Patrick Martinenq, conseiller général du Var
Cédric Van Goethen, mandataire du Nord
Alain Bavay, secrétaire fédéral du Pas de Calais
Pierre Debray, mandataire Maine et Loire
Kristina Roger, conseillère régionale Ile de France
Dominique Merchez, membre des instances nationales.
Annie-Claude Leuliette, Vice-Présidente Conseil Régional de Picardie
Valérie Kumm, conseillère régionale de Picardie